

# Et après ? Dépasser le diktat du P.I.B.

**Respectable Loge, Clarté, Orient de Paris, Région 11**

**Mots-clefs : P.I.B, Communs, Bonheur, Humain**

La crise actuelle avait été annoncée par quelques voix qui disaient que les risques étaient très élevés, qu'il fallait s'y préparer en avance, que la crise pouvait être due à une pandémie mais aussi au changement climatique, à la pollution, au recul de la biodiversité, à l'extrême pauvreté, aux enfants livrés à eux-mêmes... L'ensemble de la société (au niveau mondial) a ignoré tous les avertissements.

La classe politique ne jure que par l'économie en servant les intérêts des plus riches plutôt que de promouvoir le bien commun. La société a introduit, depuis des années, une organisation ultralibérale de notre économie et a fait partager au plus grand nombre sa croyance en une parole magique, en faisant croire que rien d'autre n'était possible. L'économie est devenue l'Alpha et l'Oméga de toutes les analyses, de presque tous les soi-disant experts, la société s'est organisée au service de l'économie au lieu de penser une économie au service de la société. La population a été sous l'emprise de dogmes qui interdisaient d'imaginer toute autre conception.

A la lumière de cette crise, le défi principal est de remettre le bien collectif et l'intérêt général au cœur de la vie politique. Il faut regarder les options en face de nous à l'aune de la science et du débat public et avoir une réponse honnête à cette crise. En effet, la vie politique s'est mise au service des entreprises il y a plusieurs années, quand elles cherchaient à échapper à leurs responsabilités pour la pollution, la mauvaise santé des consommateurs et des travailleurs, les inégalités et les autres problèmes qu'ils imposaient à la société. Remettre le bien collectif dans la vie politique, ça signifie accorder moins d'importance au PIB et travailler à ce que toute la société puisse satisfaire ses besoins et atteindre le bien-être.

Il ne s'agit pas ici de reconstruire ou réparer car cela signifierait retourner au « monde d'avant », ni de consulter ou laisser faire les soi-disant experts qui nous ont amenés là où on est. D'autres solutions sont possibles, travailler à l'amélioration matérielle et morale, au perfectionnement intellectuel et social de l'humanité est notre but et pour cela nous devons nous affranchir de l'existant quand celui-ci contribue au contraire du but que nous nous sommes fixés.

Mesurer les performances des pays à l'aune du P.I.B nie l'existence même de l'humain et de la nécessité des communs. Pour mettre fin à ce dogme du PIB, des outils existent depuis quelques années déjà mais ont du mal à se faire une place dans la pensée commune tant les tenants du dogmatisme libéral concentrent une bonne partie de leurs efforts à faire croire que seule leur façon de penser est concrète et efficace. Tous les ans, le *WorldHappiness Report* (le rapport sur le bonheur mondial) publie un classement des pays fort différent de celui du PIB. Ce programme est soutenu par les Nations unies pour montrer qu'il est possible de mesurer et promouvoir le bonheur humain. Ce dernier recoupe la justice sociale, la santé, la satisfaction des besoins économiques, les connexions sociales et l'opportunité de suivre nos aspirations et centres d'intérêts personnels (<https://worldhappiness.report/>).

Il est urgent d'agir car ce serait une erreur de croire que tout va changer spontanément. Il n'y a aucune garantie que les choses vont changer. Après la crise dite des « subprimes » de 2008, aucun changement structurel ne s'est produit. Tout a recommencé comme avant. Tous les dix ans, une nouvelle crise pire que la précédente apparaît. Il y a eu la crise asiatique de 1997, celle de 2008 et, enfin, la crise actuelle. Dans le même temps, les catastrophes climatiques continuent de s'intensifier, avec des ouragans très puissants, des feux de forêts, des sécheresses, des inégalités qui se creusent et bien plus. Mais là encore, rien n'est fait pour résoudre ces problèmes. Cette pandémie devrait

réhabiliter le rôle des États et la puissance publique. Pour faire face à cette crise, les dépenses publiques augmentent et ce n'est pas aux salariés d'en subir les conséquences. Il y aura besoin d'une vague d'impôts pour taxer davantage les plus riches et les grandes entreprises, l'Etat devra prendre des dispositions législatives pour empêcher les plus riches de cacher leurs revenus et leur richesse. La création d'un revenu universel inconditionnel participe à ce changement vital pour la société. Je ne vais pas développer ici ce concept car le texte à l'intention des congrès et des Loges – de la Commission Nationale du Revenu Universel Inconditionnel le fait très bien.

Ces approches sont novatrices pour beaucoup mais existent depuis très longtemps, seulement elles bouleverseraient trop « l'ordre établi » pour être l'objet de débats nombreux et argumentés.

**Mesurer les performances des pays à l'aune du P.I.B nie l'existence même de l'humain et de la nécessité des communs. Pour mettre fin à ce dogme du PIB, des outils existent depuis quelques années déjà, tous les ans, le *World Happiness Report* (le rapport sur le bonheur mondial) publie un classement des pays fort différent de celui du PIB. Ce programme est soutenu par les Nations unies pour montrer qu'il est possible de mesurer et promouvoir le bonheur humain. Ce dernier recoupe la justice sociale, la santé, la satisfaction des besoins économiques, les connexions sociales et l'opportunité de suivre nos aspirations et centres d'intérêts personnels (<https://worldhappiness.report/>). La création d'un revenu universel inconditionnel participe à ce changement vital pour la société.**

**Ces approches sont novatrices, seulement elles bouleverseraient trop « l'ordre établi ». Il faut cependant contribuer à les promouvoir. La Franc Maçonnerie travaille pour le perfectionnement intellectuel et social de l'humanité. L'heure du repos n'est donc pas arrivée.**